

« La trahison du Sud par les pays riches »

La 16^e Conférence internationale sur le sida, organisée à Toronto (Canada) du 13 au 18 août, a battu tous les records en réunissant plus de 30 000 participants. « Passons aux actes » était le mot d'ordre de cet état-major affrontant depuis 25 ans un ennemi ayant fait plus de 25 millions de victimes dans le monde.

Alors quoi de neuf sur le front du sida? « Plus d'un million de personnes sont désormais sous traitements en Afrique subsaharienne », a annoncé Kevin De Cock, directeur du département « VIH/sida » à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce qui représente dix fois plus de malades que fin 2003. Cette relative embellie est en fait mondiale, avec plus de 1,6 million de personnes traitées dans les pays à revenus faibles et intermédiaires. Mais les objectifs affichés par l'OMS visant à placer 3 millions de personnes sous antirétroviraux avant fin 2005 ne sont toujours pas atteints ; 6,8 millions de personnes attendent encore un traitement dans ces pays. Les enfants représentent 16 % des victimes du sida dans le monde, mais seulement 6 % des personnes traitées. Les prisonniers et les usagers de drogue sont aussi les grands oubliés de l'accès aux soins. Une situation qui appelle plus que jamais des financements pérennes.

L'argent, nerf de la guerre. Les fonds mondiaux alloués au combat contre le VIH sont passés de 300 millions de dollars par an dans les années 1990 à 8,3 milliards en 2005. « Ce qui est impressionnant, mais ne doit pas cacher que nous sommes en retard de milliards et de milliards de dollars », a rappelé dans un vibrant plaidoyer de clôture Stephen Lewis, l'envoyé spécial de l'ONU pour le sida en Afrique, dont le mandat se termine fin 2006. Seront nécessaires 15 milliards de dollars en 2006, 18 milliards en 2007 et 22 milliards en 2008. « La trahison pavlovienne du Sud par les pays riches a commencé, les promesses du G8 réuni à Gleneagles en 2005 se diluent déjà, a-t-il dénoncé. La bataille contre le sida est mise en péril par cette attitude. J'en appelle à vous pour ne jamais relâcher la pression sur les pays du G8. » Malgré tout, ces trois dernières années, le Fonds mondial a versé plus de 2 milliards de dollars à près de 130 pays. Bill et Melinda Gates, dont la fondation apportera 500 millions de dollars au Fonds sur cinq ans, ont salué le Pefpar, le plan d'urgence de George W. Bush, doté de 15 milliards de dollars sur cinq ans. Sans omettre de fustiger certains de ses volets,

comme la promotion de l'abstinence au détriment du préservatif. « Les programmes basés sur l'abstinence ne marchent pas, a également martelé Stephen Lewis. Conditionner son soutien financier au fait de pouvoir dicter aux gouvernements l'usage qu'ils doivent en faire auprès de leurs populations s'appelle du néocolonialisme. » Il a ensuite pris le gouvernement sud-africain pour cible : « Entre 600 et 800 personnes meurent chaque jour en Afrique du Sud, et les responsables politiques de ce pays auraient beaucoup à expier. »

Recherche et prévention. Le gouvernement français double pour sa part sa participation au Fonds mondial en la portant à 300 millions pour 2007. « Les pays riches doivent s'interdire de demander aux pays pauvres de renoncer dans des accords bilatéraux de libre-échange à ce que les accords de l'Organisation mondiale du commerce ont pu leur apporter », a fait savoir Jacques Chirac par la voix de son ministre de la Santé Xavier Bertrand, en référence à la politique américaine. Sur le front de la recherche, les avancées sont lentes. « Nous ne trouverons pas de vaccin préventif à 100 %, et les espoirs de la recherche concernent un vaccin thérapeutique agissant lors des premières phases de l'infection », a souligné la chercheuse Françoise Barré-Sinoussi. Par ailleurs, l'amélioration de l'accès aux traitements nourrit le débat sur le dépistage de routine. « La meilleure accessibilité aux traitements doit aller de pair avec une accessibilité accrue au dépistage », assure Kevin De Cock. Une position qui, bien que 80 % des 40 millions de personnes séropositives dans le monde ignorent leur statut, est loin de faire l'unanimité. La baisse du prix des trithérapies, maintenant disponibles à 130 dollars par an par patient, soulève la question des traitements en seconde intention. Équation cauchemardesque : le coût de 600 patients traités en deuxième ligne équivaut à celui de 7 000 en première ligne. La route sera encore longue et difficile. Afin de témoigner du passage aux actes, un signe fort pourrait être donné fin 2006, à la demande de Stephen Lewis : « Je souhaite que mon successeur soit une Africaine. »